

C'est vrai que leur voirie est aujourd'hui trop étroite. Était-elle de leur temps? Sommes-nous bien sûrs que la nôtre ne le sera pas demain? A qui, vraiment, de plus, la faute? N'avons-nous pas nous-mêmes, mis en service tel ou tel groupe scolaire qui le jour même de l'inauguration s'avérait déjà trop petit? A qui, vraiment, la faute, encore?

Qui nous dit que ce qu'on appelle, avec mépris, et dans un livre édité par la municipalité de Gennevilliers *«de pauvres réalisations d'élus timorés»* n'ait pas été évalué alors, et par tous les Gennevillois de ce temps, avec autant d'enthousiasme que nos plus beaux groupes d'H.L.M.?

C'est au son du tambour qu'on clame partout à Gennevilliers que le premier tramway fera son entrée dans nos murs. Passent aujourd'hui, chaque jour, on ne sait combien d'autobus, et personne n'y fait attention.

Une école, leur école, toute petite... quand il n'y avait rien... Une mairie, leur mairie, qui était pour l'époque leur monument... Mais une bonne part de nos services municipaux, un siècle après, s'y entasse toujours, et leur mairie, bon gré malgré, un siècle après, reste également notre mairie.

De l'eau, hé oui, de l'eau, même en provenance de ces bornes-fontaines que nous avons supprimées. Merveille sûrement quand il fallait auparavant l'extraire de quelque puits, quand il fallait encore, pour amener cette eau, avec un territoire pareil, creuser sûrement dix fois plus de tranchées qu'ailleurs.

Bien sûr, de *«pauvres réalisations»*, réalisées en un temps où un préfet estimait que notre garde champêtre, avec 800 francs par an et logé, était trop grassement rétribué par la Commune. (1)

Avant de juger, et qui pis est, de condamner, n'aurait-il pas mieux valu chercher, puis analyser des documents qu'on a voulu ignorer, qui auraient permis de comprendre? Il est, de plus, faux d'affirmer que durant 140 ans le conseil gennevillois fut composé de ruraux.

A la fin du siècle dernier ce Conseil comprenait 1 médecin, 5 commerçants, 5 paysans, 6 rentiers, 3 jardiniers, 3 employés.

Trente-cinq années plus tard c'était cette fois la classe ouvrière qui assurait en cette mairie la gestion de la ville devenue ouvrière. Certes, les carreaux des honnêtes gens n'en volèrent pas pour autant en éclats... Une autre vie municipale commençait. Mais cette municipalité nouvelle-née, Gennevilliers ne l'avait-elle point portée en elle, comme elle avait porté la ville, durant une période longue de gestation, l'une étant le germe vivant qui se développait et l'autre la matrice l'enveloppant?

Sur cette terre longuement préparée pendant deux millénaires par des mains paysannes, un arbre avait aussi grandi, donnant, en ce début du XX^e siècle, les premiers fruits des grandes victoires de la classe ouvrière. Et cette gestion ouvrière, comme un greffon enté sur un arbre, allait donner à son tour, très vite, de plus en plus de fruits d'un genre nouveau: les réalisations municipales ouvrières.

L'arbre, à plus d'une reprise, avait été, il le sera encore par la suite, terriblement secoué par de furieuses tempêtes. Mais il a résisté, comme sans doute il résistera s'il le

faut, parce qu'enraciné au plus profond de ce sol. Arbre de liberté que rien, jamais, ne peut déraciner, surtout quand le plantèrent un jour, il y a bien longtemps, de rudes mains paysannes auxquelles des mains ouvrières ont donné un coup de main...

En 1792, et longtemps en avance sur la loi autorisant ce mode de partage, paysans et ouvriers gennevillois, *«sitoïens, sitoïennes»*, se répartissent en parts *«égales»*, en lots, les Biens communaux. Et ils le défendront par la suite, ce bien commun, contre l'Empereur en 1813, contre le Roi en 1816, contre la République conservatrice, appuyés en ces deux derniers cas, à fond, par leur Conseil municipal et leur maire.

Sur un petit millier d'habitants, 330 citoyens et citoyennes gennevillois prêtent le serment civique, le 11 mars 1793, 120 citoyens gennevillois s'inscrivent dans la glorieuse armée des volontaires de l'An II.

Le 13 novembre suivant Terlet, maire montagnard de Gennevilliers parle, lui, de cette République, *«... qui n'a pour but que le bonheur du Peuple qu'ils ont juré, et de répandre plutôt leur sang que de se parjurer contre le tyran»*.

Un siècle et demi plus tard, le 21 octobre 1941, retentira comme un écho la voix de Jean Grandel, maire communiste de Gennevilliers: *«J'ai vécu pour le bien du peuple... je meurs pour lui...»*

20 mars 1794: *«Vive la République universelle»*, proclament la Société Populaire et la municipalité de Gennevilliers. Un siècle et demi plus tard c'est l'Internationale cette fois qui se fera l'écho, le cri de ralliement, de tous les opprimés, parmi nos rues et nos usines...

Qui incendia, en 1848, le pont de chemin de fer d'Asnières, pour tenter d'empêcher l'arrivée de troupes de renfort en provenance de Cherbourg? Car il n'a pas flambé tout seul, ce pont, pas plus que celui de Bezons. C'est la population répondent les historiens.

La Commune à son tour ne laissa nullement insensible cette population de banlieue. Déjà, le 4 avril 1871, après l'affaire de Rueil, le journal *«Le Gaulois»* écrivait: *«Gallifet chassait les dissidents dans la presqu'île. Le général Vinoy les attendait sur la route et ces masses se sont espacées et pour ainsi dire volatilisées dans la plaine de Rueil.»*

Les Versaillais, autrement dit, ont rencontré le vide. Et si le gros de la troupe fédérée s'est ainsi volatilisé on peut penser qu'il n'a pu le faire qu'avec pas mal de complicités. Semble bien le prouver ce qui suit.

Le 16 avril on se bat furieusement dans le cimetière d'Asnières. On compte 43 morts parmi les Versaillais, 50 blessés. *«Paris-Journal»* qui cite ces pertes ne nous dit rien par contre de celle des Fédérés.

«Le 18 avril, écrit le lieutenant-colonel versaillais Hennebert, le Régiment de Gendarmes à pied leur enlevait le village de Bois-Colombes. Les gendarmes se portent au-delà du village, s'emparent de celui de Genne-

(1) Voici quelques années l'autorité de tutelle n'a-t-elle pas rejeté une délibération du Conseil municipal de Gennevilliers qui avait décidé... de mettre une gerbe de fleurs sur la tombe de l'épouse d'un conseiller municipal.

villiers et balayent la plaine en faisant essuyer aux Gardes nationaux de grandes pertes en hommes et en prisonniers.»

Discret, ou ne se souvenant plus, il s'agit en effet de Mémoires, le lieutenant-colonel n'a pas chiffré les pertes. Mais «Le Gaulois» du 19 avril l'a fait :

«On a fait, signale-t-il, près de 800 prisonniers aux affaires d'hier. Sur ce nombre 44 seulement ont été amenés ce soir à Versailles dont 24 soldats et 20 civils.»

44 seulement sur 800. Où sont passés les autres ? Il semble inexplicable qu'on n'ait fait convoyer que ces 44 hommes à Versailles. Qui sait si nous ne trouvons pas là l'explication de cette chute de population gennevilloise, moins 289 personnes, entre les recensements de 1866 et 1872. Ni le monument aux Morts de 1870, ni le nombre de décès de civils pour 1870-1871, n'expliquent une telle diminution. Plus tard un Comité se constituera d'accueil aux déportés Fédérés, qui ne se serait pas constitué, c'est évident, s'il n'y avait pas eu de déportés.

Nous relevons dans le même journal «Le Gaulois» :

«Au matin, le colonel de ce Régiment, M. Gremelin, à la tête de deux bataillons, enlevait Bois-Colombes, repoussait les insurgés à Asnières et désarmait la population...»

...et seconde précision du même journal :

«On a procédé au désarmement de la Garde nationale dans tous les villages qui se trouvent, par leur position avancée, exposés à un coup de main des insurgés.»

La Garde nationale de Gennevilliers comportait à l'époque quelque 200 bonshommes, et son capitaine, élu par eux selon l'usage, était Edouard Pommier, le futur maire de la commune.

Le Gaulois du 24 avril apporte une troisième précision qui semblerait indiquer que ces premières précautions prises n'ont pas été jugées suffisantes. En effet :

«On a opéré hier, lisons-nous, un mouvement tournant dans la presqu'île de Gennevilliers. Ce mouvement, exécuté sous les ordres du général de Montaudon avait pour but d'envelopper les quelques fédérés qui étaient dispersés dans la presqu'île.»

Un général, ce qui suppose pour le moins, sous ses ordres, une brigade soit deux régiments, 2000 hommes. Tout cela paraît beaucoup pour une simple poignée de Fédérés. Mais tout s'explique ensuite :

«On a alors perquisitionné les maisons dans lesquelles on a trouvé quantité d'armes, de munitions et de vivres.»

Et même après ce ratissage en règle il semble bien que toutes les armes ne furent pas encore découvertes. En effet, le 23 janvier 1872, le sous-préfet de Saint-Denis adressait à chaque maire de la presqu'île, une lettre circulaire les invitant «... à procéder dans un bref délai à la réintégration complète des armes de guerre qui sont encore détenues par vos administrés.» (1)

Il y eut donc des ratissages, des fusillades et des déportations.

Les Gennevillois de 1792, 93, de 1848, de 1871, ont largement et glorieusement préparé le Gennevilliers d'aujourd'hui.

L'Histoire ne nous dit pas si les armes que réclamait le sous-préfet furent ou non restituées. Peu importe

d'ailleurs car d'autres armes se préparaient pour d'autres luttes.

Et Gennevilliers entrera ainsi dans ce siècle, non pas à reculons, non pas, non plus, «avec cinquante ans de retard». Gennevilliers entre dans ce siècle, au pas, sans doute, de paysans qui prennent aussi tout le temps nécessaire pour aller de l'avant, et avec un bilan que ne peuvent estomper les fumées des cheminées d'usines. Une ville est née de la bourgade dont on ne sait s'il faut l'appeler Gennevilliers ou comme au Moyen Age Jeunevilliers.

Février 1971

Henri Lecourtois

(1) Cette attitude de la population envers les Versaillais semble avoir été tout autant le fait des ouvriers que des paysans. Du côté paysan on peut se l'expliquer, pour une bonne part ainsi. Chair à canon en premier lieu en toute guerre, le paysan s'en trouve aussi le pourvoyeur de premier plan. Et les réquisitions effectuées par l'armée en 1870, puis au début de 1871, réduisirent le cheptel à un état squelettique en 1872. A cela s'ajoutèrent réquisitions de logements, de vivres, de fourrage, celles-ci provoquant même des incidents. Le Génie militaire s'était de son côté surpassé en 1870, démolissant indistinctement tous les ponts, à une époque où cette démolition ne semblait pas indispensable, ce qui coupait la presqu'île de l'extérieur. Furent incendiées encore des meules de paille et de blé, voire des maisons, le Moulin de Cage, points de repère présumés pour l'artillerie prussienne. On comprend que les Versaillais survenant après toutes ces vicissitudes n'aient pas été précisément accueillis par les paysans comme des libérateurs.